

Secrétariat général Service des ressources humaines Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP 0149554955	Note de mobilité SG/SRH/SDCAR/2023-720 23/11/2023
---	--

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 13

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs et MAD (FAM;IFCE;ASP) 13 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau Opérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence services et de paiement :

-1 poste de contrôleur.euse

Date limite de candidature : 24/12/2023

-1 poste de contrôleur.euse

Date limite de candidature : 24/12/2023

-1 poste de directeur.rice régional

Date limite de candidature : 24/12/2023

Mise à disposition dans le cadre du COMAPI auprès de l'agence Erasmus + France / Education Formation :

- 1 poste de chargé.e de mission

Date limite de candidature : 23/12/2023

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de déléguée de rivage

Date limite de candidature : 31/12/2023

Mise à disposition de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) :

- 1 poste de coordonnateur.rice de la plateforme des centres collaborateurs OMSA pour la formation des vétérinaires officiels

Date limite de candidature : 23/12/202

- 1 poste d'assistant.e technique -représentation sous-régionale de l'OMSA pour le Golfe Arabique (Abou Dabi)

Date limite de candidature : 23/12/202

FranceAgriMer :

- 1 poste de chargé.e de mission « animation de réseaux déclarations pêche »

Date limite de candidature : 15/12/2023

- 1 poste de gestionnaire instructeur.rice liquidateur

Date limite de candidature : 14/12/2023

- 1 poste de technicien.ne de laboratoire

Date limite de candidature : 14/12/2023

- 1 poste de contrôleur.euse pluri-filières

Date limite de candidature : 01/12/2023

Institut Français du Cheval et de l'Equitation:

- 1 poste de directeur.rice des ressources humaines

Date limite de candidature : 22/12/2023

Mise à disposition auprès de l'agence nationale cohésion des territoires :

-1 poste de commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du massif des Vosges

Date limite de candidature : 07/12/2023

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Directeur Régional

Centre Val de Loire Ile de
France

(H/F)

R78001



Localisation : Olivet ou Montreuil



Statut : Titulaire
Ouvert aux contractuels



Cotation RIFSEEP : Groupe 1
Cotation Parcours Pro : 3



Niveau d'études : Catégorie A+/A
Bac +5

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Piloter et organiser l'équipe régionale en déclinant les orientations de la Direction Générale et participer à la stratégie de l'établissement.

Superviser l'ensemble des secteurs d'activité de la direction régionale : paiement et contrôles des aides de la politique agricole commune, chèque énergie, service national universel, Ségur du numérique en Santé, rémunération des stagiaires de la formation professionnelle ...

Assurer une représentation de proximité auprès des partenaires institutionnels.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public au service de politiques publiques pour une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction Interrégionale Centre-Val de Loire – Ile-de-France, composée de **79 agents titulaires** répartis sur 3 sites ; Cergy, Montreuil et Olivet. Cet effectif est périodiquement augmenté de nombreux agents vacataires.

Elle est structurée en 5 services : un service en charge des fonctions administratives et financières et 4 services métiers.

La Direction Interrégionale intervient sur de nombreux dispositifs d'aides nationales mais également pour le compte de collectivités territoriales notamment le Conseil régional Ile de France.

Les missions sont orientées paiements et contrôles des aides dans le respect des procédures établies au sein de l'établissement et dans une exigence de maîtrise des risques. Il s'agit également de veiller à la qualité de la relation usager.

Vous serez secondé par un(e) adjoint(e). Le DRA sera localisé sur Olivet si vous êtes localisé sur Montreuil, et inversement.



MISSIONS

- Direction des services

→ Définir les objectifs et les priorités de la direction.

→ Animer le collectif de direction (définition des orientations, pilotage des projets et de l'activité),

→ Gérer et manager les effectifs (trajectoire RH, recrutement, entretiens professionnels, etc) et définir les missions et les objectifs des collaborateurs de la direction.

→ Exercer l'autorité sur l'ensemble du personnel de la Direction,

- Animer le dialogue social local

- Assurer le pilotage général et la coordination des secteurs d'activité de la direction régionale

- S'impliquer dans le pilotage de mesures où la DR est référente ou pilote (Chèque énergie, Rémunération nationale, Service national universel, Adultes relais)

- Piloter les relations partenariales en particulier avec les conseils régionaux

- Piloter les ressources, budget, immobilier, logistique

- Conduire et accompagner le changement.
- Mettre en œuvre les décisions de la direction générale et suivre la réalisation des objectifs fixés.
- Participer à la mise en œuvre de projets transversaux au niveau régional (relations bénéficiaires, Plan Performance Pac...).
- Etre garant du contrôle interne au sein de la direction régionale dans un objectif de maîtrise des risques y compris en matière de lutte anti fraude.
- Assurer l'application des consignes nationales en matière de sécurité des systèmes d'information.
- La tenue du poste nécessite polyvalence, disponibilité, et déplacements fréquents.



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : Direction générale, directions du siège et directions régionales, réseau des directions régionales.
- En externe : Différents services de l'Etat (DREETS, DRAAF, DDI, préfectures...), Collectivités (Conseils régionaux, Conseils départementaux,...) et autres organismes institutionnels (pôle-emploi, organismes de formation, Missions locales...).

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissances solides en politiques publiques
- Connaissance de l'organisation et du fonctionnement des institutions au plan européen, national, régional et départemental
- Connaissance des règles de la comptabilité publique.
- Connaissance des aides publiques gérées
- Maîtrise des techniques de communication
- Maîtrise des techniques de management et de pilotage
- Bonne connaissance des systèmes d'informations



SAVOIR-FAIRE

- Capacité à fixer des objectifs cohérents, à mobiliser et valoriser les compétences
- Capacité d'organisation, de pilotage
- Pratique avérée du management
- Capacité à animer et à fédérer
- Aptitude à la prise de décision
- Capacité à déléguer
- Capacité d'initiative, force de proposition
- Capacité à représenter l'établissement, à gérer une relation externe
- Respect des règles de déontologie et grande discrétion professionnelle
- Capacité à analyser le contexte politique local dans lequel s'insère l'activité de la Direction régionale



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- Monsieur Armand Sanséau, Directeur général délégué- Tél: 05 55 12 00 11- armand.sanseau@asp-public.fr
- Monsieur Vianney Bourquard, Secrétaire général- Tél: 05 55 12 00 27- vianney.bourquard@asp-public.fr
- Madame Stéphanie Rouveron, Directrice des ressources humaines - Tél : 05 55 12 00 53 – stephanie.rouveron@asp-public.fr

**Contrôleur
Hors SIGC
R69082**



Localisation : LYON



Titulaire Cat. B

Statut : Ouvert aux contractuels (CDD 36 mois max.)



Cotation RIFSEEP : 2

Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études : BAC et plus

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Vous travaillerez au sein du service agriculture et développement rural, dans le secteur des contrôles sur place où vous assurerez la vérification des engagements des bénéficiaires d'aides dans le cadre de la gestion de dispositifs d'aides européennes sous l'autorité du chef de service.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère chargé de l'emploi. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 12 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.

et Clermont-Ferrand, est composée de 160 agents dont 125 permanents.

Le service agriculture et développement rural est chargé de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures du développement rural gérées sous l'application informatique Osiris pour les programmes de développement rural (PDR) de la Région.

La Direction régionale Auvergne – Rhône-Alpes (DR ARA), basée sur les sites de Lyon



MISSIONS

Réalisation des contrôles des aides du 2° pilier de la PAC Hors-SIGC (installation, PCAE, Leader, ...) auprès des bénéficiaires.

- Deux étapes:

- 1) L'examen documentaire : prise de connaissance approfondie du dossier dans l'objectif de vérifier sa conformité à la réglementation
- 2) Le contrôle chez le bénéficiaire : vérification de la présence de l'investissement, du respect des engagements pris par le bénéficiaire, ...

- Le contrôle est réalisé sur la base d'une grille de contrôle détaillant les différents points à vérifier. Un compte-rendu de contrôle contradictoire est rédigé à l'issue du contrôle.

- Possibilité d'appui aux autres secteurs du service (contrôles de conformité, de délégation, ...)



CHAMP RELATIONNEL

- Au sein de la Direction Régionale, avec l'ensemble des équipes, avec les collègues du siège ou des autres administrations, avec la Région et les autres financeurs.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- connaissances générales des politiques agricoles, rurales, et environnementales,
- connaissances comptables et financières
- connaissance des réglementations relatives au Feader,
- connaissance de l'environnement administratif et institutionnel de l'ASP,



SAVOIR-FAIRE

- très bonne maîtrise des outils bureautiques,
- rigueur et méthode,
- disponibilité et polyvalence,
- aptitudes rédactionnelle et relationnelles,
- capacités d'analyse,
- capacité à travailler en équipe.



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Guillaume FURRI, Directeur Régional AUVERGNE-RHONE-ALPES guillaume.furri@asp-public.fr 04 72 82 21 01

Xavier ARNAULT, Chef du Service Général et Informatique xavier.arnault@asp-public.fr 04 72 82 21 02

Bernard MARIN, Chef du Service Agriculture et Développement Rural bernard.marin@asp-public.fr 04 73 28 79 49

Contrôleur

Hors SIGC

R69045



Localisation : LYON



Titulaire cat. B

Statut : Ouvert aux contractuels (CDD 36 mois max.)



Cotation RIFSEEP : 2

Cotation Parcours Pro : NC



Niveau d'études : BACCALAUREAT

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Vous travaillerez au sein du service agriculture et développement rural, dans le secteur des contrôles sur place où vous assurerez la vérification des engagements des bénéficiaires d'aides dans le cadre de la gestion de dispositifs d'aides européennes sous l'autorité du chef de service.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère chargé de l'emploi. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 12 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. La Direction régionale Auvergne – Rhône-Alpes (DR ARA), basée sur les sites de Lyon

et Clermont-Ferrand, est composée de 160 agents dont 125 permanents.

Le service agriculture et développement rural est chargé de la mise en œuvre de l'ensemble des mesures du développement rural gérées sous l'application informatique Osiris pour les programmes de développement rural (PDR) de la Région.



MISSIONS

Réalisation des contrôles des aides du 2^o pilier de la PAC Hors-SIGC (installation, PCAE, Leader, ...) auprès des bénéficiaires.

- Deux étapes:

- 1) L'examen documentaire : prise de connaissance approfondie du dossier dans l'objectif de vérifier sa conformité à la réglementation
- 2) Le contrôle chez le bénéficiaire : vérification de la présence de l'investissement, du respect des engagements pris par le bénéficiaire, ...

- Le contrôle est réalisé sur la base d'une grille de contrôle détaillant les différents points à vérifier. Un compte-rendu de contrôle contradictoire est rédigé à l'issue du contrôle.

- Possibilité d'appui aux autres secteurs du service (contrôles de conformité, de délégation, ...)



CHAMP RELATIONNEL

- Au sein de la Direction Régionale, avec l'ensemble des équipes, avec les collègues du siège ou des autres administrations, avec la Région et les autres financeurs.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- connaissances générales des politiques agricoles, rurales, et environnementales,
- connaissances comptables et financières
- connaissance des réglementations relatives au Feader,
- connaissance de l'environnement administratif et institutionnel de l'ASP,



SAVOIR-FAIRE

- très bonne maîtrise des outils bureautiques,
- rigueur et méthode,
- disponibilité et polyvalence,
- aptitudes rédactionnelle et relationnelles,
- capacités d'analyse,
- capacité à travailler en équipe.



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Guillaume FURRI, Directeur Régional AUVERGNE-RHONE-ALPES guillaume.furri@asp-public.fr 04 72 82 21 01

Xavier ARNAULT, Chef du Service Général et Informatique xavier.arnault@asp-public.fr 04 72 82 21 02

Bernard MARIN, Chef du Service Agriculture et Développement Rural bernard.marin@asp-public.fr 04 73 28 79 49

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l'enseignement et de la recherche
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Mise à disposition dans le cadre du COMAPI
auprès de l'agence Erasmus + France / Education Formation

Chargé(e) de mission – Enseignement et Formation Professionnels

N° du poste : A5INT00101 Catégorie : A / A+	
Classement parcours professionnel : 2	Groupe RIFSEEP :
Poste vacant : 1^{er} décembre 2023	
Présentation de l'environnement professionnel	L'agence Erasmus + France / Education Formation assure, pour la France, la promotion et la gestion du programme européen Erasmus + et de ses dispositifs sur les volets Education et Formation. Située à Bordeaux depuis 2003, elle est un Groupement d'Intérêt Public (GIP) placé sous la tutelle des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle.
Objectifs du poste	Au sein du pôle « mobilités scolaire, formation professionnelle et éducation des adultes », le (la) chargé(e) de mission agira auprès des établissements d'enseignement pour les conseiller dans la gestion de leur subvention Erasmus+. Son action s'inscrira en particulier dans le champ de l'enseignement agricole, en lien avec la DGER et ses réseaux de coopération européenne et internationale.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	- Organiser et mettre en œuvre les appels à propositions annuels du programme. - Suivre un portefeuille en assurant la gestion (éligibilité, capacité financière, contractualisation, avenants, processus budgétaires, etc.). - Accompagner les porteurs de projet par l'information, le conseil (technique et qualitatif), la formation, la résolution de problèmes dans le montage opérationnel et le suivi des projets lors des différentes phases du processus. - Concevoir et déployer le monitoring des projets accrédités. - Coordonner un bilan annuel de la participation des établissements de l'enseignement agricole au programme Erasmus + et faciliter la production d'indicateurs de mobilisation du programme Erasmus+ par l'enseignement agricole au fil de l'eau - Participer à la veille de l'Agence relative aux évolutions des politiques d'éducation et de formation pour connaître les acteurs et le contexte institutionnel d'intervention, et assurer le relais nécessaire vers l'enseignement agricole - Accompagner les établissements de l'enseignement agricole dans la digitalisation du programme Erasmus +
Champ relationnel du	Le (la) chargé(e) de mission sera l'un des deux référent(e)s de l'Agence

poste	pour le MASA. Il (elle) sera en contact très régulier avec la DGER / BRECI et ses réseaux dédiés, et travaillera de manière étroite avec les acteurs des secteurs EFP, enseignement scolaire et éducation des adultes dans l'enseignement agricole (établissements publics et privés, services déconcentrés). Si nécessaire, il (elle) assurera le relais entre établissements de l'enseignement agricole et gestionnaires de l'Agence, pour une mise en œuvre réussie des projets.	
Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire
	- Connaissance générale des acteurs et du contexte institutionnel - Capacité à s'approprier la stratégie de la structure d'accueil pour la valoriser vers les interlocuteurs MASA - Aisance relationnelle, sens collaboratif, réactivité - Langue anglaise	- Identifier des opportunités pour développer une vision stratégique - Construire des réseaux pour agir - Synthétiser des informations - Concevoir et animer des réunions en y dispensant des conseils techniques - Conduire et piloter un projet
Personnes à contacter	Philippe RENARD, Chef du BRECI / DGER philippe.renard@agriculture.gouv.fr Gerardo RUIZ, Adjoint au chef du BRECI gerardo.ruiz@agriculture.gouv.fr Sébastien RIHANI, Chargé de mission Réseau international / DGPE sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr	

Réf : CRS -P- 2023 -31 RM 12

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) : Délégué(e) de rivages (F/H) pour sa délégation Corse (poste localisé à Bastia)

Caractéristiques du poste

- Poste de catégorie A+ ouvert :
 - Aux fonctionnaires en position normale d'activité ;
 - Aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n° 2016-1697) ;
 - Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme : article 5 décret 2016-1697)
- Conformément à l'arrêté du 6 janvier 2023, le poste de délégué(e) de rivages Corse est identifié comme étant un emploi d'encadrement supérieur à enjeux, soumis, sauf dérogation de service, à une durée maximale d'occupation de 8 ans.

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé par la loi du 10 juillet 1975, le Conservatoire du littoral est compétent sur les cantons côtiers et sur les communes riveraines des lacs et plan d'eau d'une superficie égale ou supérieure à mille hectares. Il protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral et les rivages lacustres. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel » correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie actuellement environ 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et à Paris, et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations, qui constituent les services territoriaux de l'établissement, sont chargées, conformément aux orientations nationales, de mettre en œuvre la politique foncière, négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la mission de propriétaire sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

La délégation Corse du Conservatoire du littoral, créée en 2003, est une de ces 10 délégations de rivages. Localisée à Bastia avec une antenne à Ajaccio, elle est actuellement constituée d'un (e) délégué, d'un(e) délégué(e) de rivages adjoint (e), d'un agent administratif et de 9 chargé(e)s de mission intervenant sur des grands secteurs géographiques ou sur des missions thématiques.

Plus de 21 000 ha ont été acquis en Corse par le Conservatoire, sur 73 sites, et 60 communes pour un programme d'intervention à long terme actuellement fixé à 38 800 ha. Ce patrimoine protégé représente près du tiers du littoral de l'île.

La délégation Corse est en relation avec 6 gestionnaires et de nombreux usagers, dont une soixantaine d'agriculteurs ; elle anime régulièrement des comités de gestion et participe à de nombreuses réunions et rencontres en lien avec les métiers du Conservatoire du littoral.

Description du poste

Le délégué de rivages est placé sous l'autorité de la directrice du Conservatoire du littoral.

Dans le cadre de la stratégie d'intervention à 2050 et du contrat d'objectifs et de performance, il fixe les objectifs de l'équipe qui découlent des priorités retenues par la direction. Il est responsable de l'avancement de ces objectifs.

Il est en relation fonctionnelle avec l'équipe de direction et les services nationaux du Conservatoire sur l'ensemble de ses missions.

Description des missions

En matière d'intervention foncière, il met en œuvre la stratégie d'intervention 2050 du Conservatoire en lien avec les administrations, la collectivité de Corse, les intercommunalités et communes, et autres partenaires de son domaine de compétence. Cette stratégie fait l'objet d'une actualisation en vue du 50^e anniversaire de l'établissement en 2025.

Il pilote l'activité foncière et contentieuse, contribue directement aux animations et négociations foncières et processus d'acquisition ou d'affectation.

En matière de restauration et d'aménagement, il pilote la programmation des travaux de renaturation, de réhabilitation, de remise en état, d'aménagement et d'accueil du public sur les sites en application des documents de gestion concertés avec les gestionnaires et les usagers, et leur bonne mise en œuvre.

En matière d'ingénierie de gestion, en relation avec les gestionnaires et les usagers, il assure l'organisation, le contrôle et le suivi de la gestion et participe à son évaluation (bilans écologiques et patrimoniaux, suivi des indicateurs du contrat d'objectifs et de performance, évaluations...). Il organise et anime les différentes instances de concertation locale en liaison avec les gestionnaires.

En matière administrative, sur le volet budget - finances, il prépare les dialogues de gestion, assure la programmation budgétaire et supervise l'exécution financière. Il est le relais de la politique RH dans sa délégation en lien étroit avec la direction et le SG / service des ressources humaines. Il prépare et participe aux recrutements.

Il anime et développe les partenariats locaux, négocie les concours financiers complémentaires en matière d'acquisition, de travaux ou de fonctionnement (fonds structurels, des collectivités, d'établissements publics régionaux, de l'Agence de l'eau ou d'autres partenaires).

Par ailleurs, il met en place, en lien avec la délégation communication, des actions locales de communication et assure les relations avec les médias.

Il participe en outre, aux démarches régionales et locales pour la connaissance et la gestion intégrée du littoral (documents de planification, gestion intégrée, PADDUC, Office foncier, Parc Naturel marin, etc.).

Il pilote la préparation du Conseil des rivages de la Corse ainsi que la préparation des dossiers de la délégation au Conseil d'administration et en assure la présentation en séance.

Enfin, il représente l'établissement au niveau territorial sur le plan institutionnel auprès des collectivités territoriales, établissements publics et services déconcentrés de l'Etat.

Profil et compétences requises

Ce poste requiert les compétences suivantes :

- Capacités managériales (11 agents répartis entre le siège de la délégation à Bastia et l'antenne d'Ajaccio) et qualités relationnelles
- Connaissances en matière de politiques publiques d'environnement, d'aménagement du territoire, de paysage, de patrimoine et de politique foncière
- Bonne connaissance de l'environnement institutionnel des territoires (services de l'Etat, collectivités, établissements publics, etc.)
- Aisance pour la prise de parole en public et l'animation de réunions
- Qualité rédactionnelle pour note de synthèse pour la direction, et les autorités préfectorales
- Aptitudes au travail en équipe et en réseau
- Aptitude au travail nomade (nombreux déplacements sur l'ensemble de la Corse et le siège du Conservatoire, parfois sur plusieurs jours)
- Très bonne organisation et discipline personnelle pour optimiser le rythme perturbant des alternances bureau/terrain (rencontres d'acteurs, réunions, visites de chantiers)
- Expérience en matière de négociation et de conduite de projet
- Expérience de plusieurs années en responsabilité d'équipes
- Connaissance et expérience du fonctionnement des collectivités

Le poste nécessite des déplacements fréquents et une disponibilité importante, dans le respect des amplitudes réglementaires et du règlement intérieur relatif au temps de travail de l'établissement.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **le 1^{er} mars 2024**. Il est localisé à Bastia.

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature : CV, lettre de motivation sont à déposer **au plus tard le 31 décembre 2023** sur le site internet du Conservatoire www.conservatoire-du-littoral.fr. - Rubrique offres d'emploi.

Les fonctionnaires doivent également joindre au dossier leur dernier arrêté de situation administrative.

Renseignements sur le poste : (aucune candidature ne doit être envoyée à ces adresses)

Michel MURACCIOLE, actuel délégué Corse du Conservatoire du littoral : 04 95 32 38 14

Julien PELGE, secrétaire général : 05 46 84 72 93

Agnès VINCE, directrice : 01 44 63 56 62 (secrétariat)

Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire
Mise à disposition de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA)
Assistant technique
Représentation sous-régionale de l'OMSA pour le Golfe Arabique (Abou Dabi)

Catégorie: A

Note de cheminement de carrière: 3

Prise en fonction : 1^{er} trimestre 2024.

MISSIONS DE LA STRUCTURE	L'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) est l'organisation intergouvernementale chargée d'améliorer la santé animale dans le monde. Ses normes sont reconnues par l'Organisation mondiale du commerce. L'OMSA, dont le siège est à Paris, compte 183 membres et 13 représentations régionales ou sous-régionales sur tous les continents, dont 2 au Moyen-Orient, la Représentation régionale à Beyrouth (Liban) et la Représentation sous-régionale pour le Golfe arabe à Abu Dhabi (Emirats Arabes Unis), qui assurent le lien avec les 13 pays de la région du Moyen-Orient de l'OMSA et la mise en œuvre de la feuille de route régionale.
OBJECTIFS D'EMPLOI	Sous l'autorité de la Directrice générale et sous la supervision du Représentant sous régional pour le Golfe arabe, actuellement en charge de l'intérim du Représentant régional pour le Moyen-Orient, le/la candidat(e) sera chargé(e) de mettre en œuvre les programmes de l'OMSA dans la région et ainsi d'appuyer la feuille de route régionale couvrant les actions et les priorités de l'OMSA. Il/elle soutiendra également le secrétariat régional du GF-TADs (plan-cadre mondial FAO/OMSA pour la lutte progressive contre les maladies animales transfrontalières), les activités de la Quadripartite régionale en matière d'approche « Une seule santé », ainsi que certains réseaux tel que les réseaux aquatique et camélidés du Moyen-Orient (AQMENET, CAMENET). Le/la candidat(e) contribuera à la coordination avec la Représentation régionale pour le Moyen Orient à Beyrouth.
DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ	Pour les États membres de l'OMSA couverts par la Représentation sous régionale : - suivi des relations techniques avec les pays, ainsi qu'avec les partenaires institutionnels et scientifiques; - suivi technique et budgétaire des programmes d'activités de l'OMSA; - mise en œuvre des activités de la feuille de route régionale, en particulier les programmes de renforcement des capacités des services vétérinaires (processus PVS de l'OMSA et missions d'appui ciblées, etc.) ou les actions coordonnées avec la Quadripartite FAO, OMS, OMSA et UNEP dans le cadre de l'approche « une seule santé » ; - soutien technique et logistique aux programmes de formation; - secrétariat des réseaux et plan-cadres régionaux et participation au REMESA (Réseau méditerranéen de Santé animale). - coordination avec la Représentation régionale de Beyrouth. - intérim du Représentant en son absence.
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	L'assistant(e) technique travaillera en relation constante avec : - les différents départements du siège de l'OMSA, en particulier le Département des actions régionales ; - la Représentation régionale de l'OMSA à Beyrouth; - les Services vétérinaires de la région, avec lesquels il/elle devra développer puis entretenir des relations professionnelles étroites.

COMPÉTENCES LIÉES À LA POSTE	Connaissances	Expertise
	- Inspecteur de santé publique vétérinaire - Au moins 10 ans d'expérience - Expérience internationale, en particulier dans la mise en œuvre de normes ou de programmes en santé animale et/ou santé publique. - Maîtrise parfaite de l'anglais (écrit et parlé). La connaissance de l'arabe est un atout. - Maîtrise des outils informatiques.	- Capacité de travailler en équipe. - Expérience des relations institutionnelles - Capacité à travailler en environnement interculturel. - Sens de l'organisation. - Capacités rédactionnelles et de synthèse.
PERSONNES À CONTACTER	- Emmanuelle Soubeyran - Directrice générale adjointe de l'alimentation, CVO : emmanuelle.soubeyran@agriculture.gouv.fr - Pierre Primot – Sous Directeur Europe, International et gestion intégrée du risque : pierre.primot@agriculture.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire
Mise à disposition auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA)
Coordonnateur de la plateforme des centres collaborateurs OMSA pour la formation des vétérinaires
officiels
Poste basé à Paris, au siège de l'Organisation, 12 rue de Prony - 75017

Catégorie : A +

Cotation parcours professionnel : 3

Prise de poste au 1^{er} trimestre 2024.

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	L'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) est l'organisation intergouvernementale chargée d'améliorer la santé animale dans le monde. Les normes qu'elle établit sont notamment reconnues par l'Organisation mondiale du commerce. L'OMSA, qui a son siège à Paris, compte 183 Pays Membres et dispose de 11 Représentations ou Bureaux sur tous les continents. L'OMSA reconnaît par ailleurs au niveau mondial un réseau de 270 Laboratoires de Référence, compétents sur des maladies spécifiques, et de 60 Centres Collaborateurs sur des thèmes transversaux touchant généralement aux grands enjeux de santé animale ou à la performance des services vétérinaires. Parmi eux figurent 8 centres collaborateurs dans les différentes régions du monde en charge de développer des activités en matière de formation initiale et continue des vétérinaires officiels. Le poste est basé à Paris, au siège de l'OMSA, au sein du Département de Renforcement des capacités. Des contacts fréquents et des missions seront effectués pour assurer la liaison avec les centres collaborateurs pour la formation et l'enseignement vétérinaires, en particulier avec l'Ecole Nationale des Services Vétérinaires (ENSV-FVI), école interne de VetAgro Sup, avec qui une collaboration privilégiée a été mise en place depuis le lancement de la plateforme..
OBJECTIFS DU POSTE	L'OMSA a créé une plateforme mondiale pour la formation des services vétérinaires. Cette plateforme a été mise en place pour gérer les activités de formation de l'OMSA, de l'évaluation des besoins d'apprentissage (LNA) jusqu'au déroulé des formations, qu'elles se déroulent en face à face ou à distance. Grâce à cette initiative, l'OMSA s'engage à fournir à ses membres des formations diversifiées et "à la carte" pour améliorer la mise en œuvre des normes de l'OMSA et contribuer ainsi à l'amélioration durable de la gouvernance vétérinaire mondiale. L'agent mis à disposition contribuera au développement et à la mise en œuvre de projets ciblés visant à évaluer les besoins d'apprentissage et à concevoir, fournir et évaluer des initiatives de formation (produits et programmes) en face à face, en ligne et mixtes, principalement basées sur les paquets de compétences de la WOA. H. Il/elle sera en charge du secrétariat de la plateforme pour la formation des services vétérinaires, assurant la coordination, la planification, le suivi et l'évaluation des activités menées.

DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	Sous l'autorité du Directeur Général Adjoint en charge des Affaires institutionnelles et Activités régionales, et sous la supervision directe du Chef du Département de Renforcement des Capacités, la mission consiste à : - Proposer l'organisation et assurer le fonctionnement de la plateforme de formation de l'OMSA ; - Élaborer des enquêtes d'évaluation des besoins d'apprentissage ; - Concevoir, développer et évaluer les activités de renforcement des capacités ; - Élaborer et mettre en œuvre des plans de formation pour les besoins prioritaires ; - Mettre à jour et entretenir le portail de formation de l'OMSA ; - Assurer la gestion, la mise en œuvre et l'évaluation des projets assignés ; - Assurer le partage de l'information et la collaboration entre les partenaires du projet ; - Maintenir une communication régulière avec les partenaires opérationnels pour assurer la synergie et la complémentarité des actions et des interventions ; - Assurer la liaison avec les autres départements du siège et le personnel régional impliqués dans la mise en œuvre du projet.
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	L'agent travaillera en relation étroite avec: - les différents services du siège de l'OMSA et les Représentations régionales et sous régionales ; - Les 8 centres collaborateurs appartenant à la plateforme de formation ; - le secrétariat et les partenaires de la Quadripartite (FAO, OMS, OMSA, PNUE) pour les activités de formation relevant du 1^{er} pilier du programme d'action mondial « Une seule santé » ; - Les prestataires retenus pour développer les activités de formation ; - les Membres de l'OMSA, tout particulièrement les services vétérinaires, et parties-prenantes associées à ces activités.

	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
--	---------	--------------

COMPETENCES LIEES AU POSTE	- Diplôme d'études supérieures (niveau master ou équivalent) en médecine vétérinaire, santé publique, affaires internationales, administration publique, domaines liés à l'éducation ou tout autre domaine pertinent ; - Au moins 5 ans d'expérience professionnelle avec des responsabilités progressives dans la gestion de projets de formation ; - Au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans un contexte international ; - Expérience en matière de formation et de renforcement des capacités dans les domaines de la santé et du bien-être des animaux et de la santé publique vétérinaire.	- Gérer de manière extensive l'ensemble des cycles de formation en face à face, virtuels et mixtes en adoptant des méthodologies avancées de gestion des projets et des ressources ; - Appliquer des normes de qualité aux processus de formation, en respectant l'approche fondée sur le risque (par exemple, les normes ISO 9001:2015) ; - Connaissance pratique de Microsoft Office, des systèmes de gestion des contenus d'apprentissage, des plateformes de vidéoconférence et de webinaire, des logiciels de mise en œuvre d'enquêtes et de sondages, et de toute autre ressource informatique permettant de développer des contenus d'apprentissage en ligne ; - Excellentes compétences rédactionnelles et capacité à résumer des discussions techniques complexes dans des rapports clairs et concis ; - Excellente maîtrise de l'anglais, y compris d'excellentes compétences en communication orale et écrite ; - La connaissance de l'espagnol serait une valeur ajoutée ; - Excellentes compétences en matière de communication ; - Leadership et capacité à susciter l'engagement ; - Permettre la gestion du changement ; Capacité à établir et à maintenir de bonnes relations de travail dans un environnement multinational et multiculturel ;
PERSONNES A CONTACTER	- Emmanuelle Soubeyran - Directrice générale adjointe de l'alimentation, CVO : emmanuelle.soubeyran@agriculture.gouv.fr - Pierre Primot - Sous-Directeur Europe, International et gestion intégrée du risque : pierre.primot@agriculture.gouv.fr	

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e de mission « Animation de réseaux déclarations pêche »

**Direction Marchés, études et prospective/Service Analyse économique des filières
Unité Pêche et aquaculture**

N° appel à candidature : 23687

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration

4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement (application des barèmes RIFSEEP services centraux du ministère en charge de l'agriculture)

Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation, prospective

Vacant

Localisation : Montreuil (93)

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Au sein de la direction Marchés, études et prospective, le service Analyse économique des filières est chargé de l'information des partenaires de l'établissement, professionnels et publics, sur les évolutions des marchés et de l'économie des filières agricoles et de la mer.

L'unité Pêche et aquaculture se concentrent sur 5 missions principales :

- la conception, la promotion et le déploiement des applications informatiques métiers (VISIOMer, VISIOCaptures) des déclarations obligatoires pour les professionnels de la pêche ;
- le traitement (réception, saisie, validation et contrôle) des déclarations papier et télédéclaration de captures des pêcheurs professionnels maritimes (logbooks) ;
- le traitement (contrôle, traitement des anomalies après analyse) des déclarations de ventes de produits de la pêche (halles à marée et hors criée) ;
- l'animation et le pilotage du guichet unique, cellule d'assistance aux utilisateurs des données de captures et de ventes ;
- le suivi économique des marchés et de la filière pêche et aquaculture.

Objectifs du poste

Créer et animer une ligne d'assistance aux marins télédéclarants sur VISIOCaptures.
Accompagner la transition vers la télédéclaration du réseau logbook
Participer à la gestion du guichet unique et sa transition informatique

Missions et activités principales :

- Conception et animation d'une ligne d'assistance aux marins télédéclarants leurs captures sur VISIOCaptures
- Rédaction des guides d'utilisateur et foires aux questions, formation des opérateurs internes et externes à cette ligne d'assistance
- Participation au traitement des demandes des utilisateurs ou fournisseurs externes des données (Organisation de producteurs, Halles à marée, IFREMER.....) collectées par FranceAgriMer (notes de vente et de captures) sur le guichet unique
- Participation à l'évolution des outils informatiques (VISIOMer, VISIOCaptures...) en relation avec les chefs de projet et assistants à maîtrise d'ouvrage.
- Gestion de la traçabilité, du rapportage des incidents et du suivi de leur résolution
- Appui à la gestion du traitement des flux de ventes
- Participation à l'identification des anomalies des données enregistrées dans le SI Pêche. (correction, recettes)
- Participation à l'animation du réseau de partenaire de FranceAgriMer sur les flux de données de vente (Organisation de producteurs, Halles à marée, DGAMPA, IFREMER...)

Relations fonctionnelles du poste

Interne à FranceAgriMer : MEP SAEF, Assistants à maîtrise d'ouvrage VISIOCaptures et VISIOMer, cheffe de pôle de l'équipe LOGBOOK. Services Informatique de FranceAgriMer
DGAMPA, DML, DIRM
Halles à Marée, Organisations de producteurs, Comités des pêches
Consultant en charge du déploiement de VISIOCaptures
Prestataires de services informatiques, hotline

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des réglementations communautaires et nationales dans le secteur de la pêche est un plus
- Connaissance en traitement des données
- Word, Excel, Power Point, logiciel de traitement de données

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtriser les outils bureautiques, notamment les logiciels de traitement de données et de bases de données
- Capacité d'analyse et de synthèse des données et documentaire
- Maîtriser les procédures complexes
- Capacité de communication orale, attrait pour le contact, la pédagogie
- Organisation et planification des tâches
- Rigueur, méthode, réactivité, initiative
- Autonomie
- Maîtrise des délais

Poste clé¹ :

Oui Non ■

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

Poste à caractère sensible² :	Oui Non ■
Poste à privilèges³ :	Oui Non ■
Personnes à contacter Agnès OLRÉ-CHIFFOLEAU, cheffe de l'unité pêche et aquaculture, agnes.olry-chiffolleau@franceagrimer.fr, - Tel : 01 73 30 21 02 Cécile Guillot, Adjointe au chef du Service Analyse économique des filières cecile.guillot@franceagrimer.fr – Tel : 01 73 30 21 76 Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tel : 01.73.30.22.35	
Conditions de travail <i>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 15/12/2023 Le dossier de candidature doit comporter : - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.	

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire instruction-liquidation

DRAAF PACA – Service Territorial Provence Alpes Côte d'Azur
2 avenue de la Synagogue – BP 90923
84091 AVIGNON CEDEX 9

N° appel à candidature : 23686

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : SO

Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des secrétaires administratifs

Filière d'emploi : - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant

Localisation : AVIGNON (84000)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est l'établissement public de référence en matière de filières agricoles, sous la tutelle du ministère de l'agriculture. FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Le poste est basé à Avignon au sein du Service Territorial PACA, intégré à la DRAAF PACA.

Le Service Territorial est chargé de la mise en œuvre au plan sectoriel de certaines missions relatives aux filières viticoles, fruits et légumes, grandes cultures et élevage. Il effectue ainsi le contrôle, l'instruction et la liquidation

d'aides nationales et communautaires octroyées à ces filières et assume des missions techniques notamment dans les domaines viticoles, grandes cultures et élevage

L'agent sera intégré dans l'Unité aides aux entreprises et appui aux filières, composé d'une dizaine d'agents et s'articulant en plusieurs pôles :

- Dans le pôle Grandes cultures, où il s'occupera de l'animation de la filière avec le suivi des obligations des opérateurs du secteur, l'établissement des statistiques Grandes Cultures, la gestion locale du dispositif Aval (système de garantie de paiement des producteurs de céréales),
- Dans le pôle Investissements vitivinicoles (fonds européens), l'agent aura à instruire des dossiers de demande d'aide et de paiement.

Objectifs du poste

Pour l'unité Grandes cultures

- Assurer le suivi et l'accompagnement de la filière Grandes Cultures par le contrôle, la collecte, le traitement, la valorisation et la communication des données statistiques, réglementaires et économiques de la filière,
- Prendre en charge les dispositifs propres à cette filière, notamment le dispositif Aval avec l'instruction des billets d'aval et le suivi des collecteurs,
- Participer à l'animation de la filière (Comité et Rencontres Régionales Grandes Cultures), particulièrement les missions de référent régional Céré'Obs pour l'animation du dispositif, et le secrétariat des Comités et Rencontres.

Pour les unités Investissements vitivinicoles :

- Assurer le suivi des dossiers d'aide depuis leur réception jusqu'aux vérifications de respect des obligations après paiement,
- Participer à l'instruction des demandes d'aide et de paiement,
- Liquider les demandes de paiement.

Missions et activités principales :

- Assurer le secrétariat des commissions régionales
- Etre le référent et assurer le bon fonctionnement du dispositif Céré'Obs
- Suivre les obligations réglementaires des collecteurs dans les différents outils (VisioGrains, VisioStockage, RCO...)
- Assurer le bon fonctionnement du dispositif Aval, par le suivi administratif des bénéficiaires et l'émission des billets à ordre
- Répondre aux demandes de renseignements téléphoniques ou courriels des professionnels
- Recevoir et suivre les demandes d'aide investissement (vérification de complétude, délivrance des ACT et acceptation dans l'enveloppe, saisie dans les tableaux de suivi et l'applicatif métier)
- Pré-instruire et instruire les demandes d'aides, de modification et de paiement
- Traiter les demandes de modification ou de paiement (vérification de la complétude, analyse des modifications, acceptation ou rejet des demandes, saisie dans les tableaux de suivi et l'applicatif métier)
- Mettre à jour des tableaux de suivi statistiques, réaliser des requêtes sur les applicatifs métiers
- Assurer des tâches de classement, d'archivage et de secrétariat.

Relations fonctionnelles du poste :

- Responsables de l'Unité Aides aux entreprises et appui aux filières
- Autres gestionnaires instruction-liquidation des mesures, y compris CDD, dont agents au siège
- Contrôleurs sur place FAM
- Externe Professionnels bénéficiaires des aides ou soumis à des obligations réglementaires.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Savoir-faire / Maîtrise

• Connaissance de la réglementation liée aux mesures et dispositifs • Connaissances élémentaires de l'organisation administrative et de l'environnement professionnel	• Maîtrise des procédures internes de gestion et des applicatifs métier • Aptitude au travail en équipe, sens du contact • Capacité d'analyse et de réflexion • Rigueur, méthode et organisation • Bonne expression écrite et orale
Diplôme – Expérience professionnelle Minimum bac validé mais bac+2 souhaité – Expérience dans le secteur vitivinicole appréciée – appétence pour la comptabilité et l'analyse financière	
Poste clé¹ :	Oui Non ☒
Poste à caractère sensible² :	Oui Non ☒
Poste à privilèges³ :	Oui Non ☒
Personnes à contacter Sylvie SANTIMARIA SG DRAAF PACA 04 13 59 36 30 sylvie.santimaria@agriculture.gouv.fr Virginie BOUVARD , Cheffe de service FranceAgriMer à la DRAAF PACA 04.90.14.11.01 virginie.bouvard@franceagrimer.fr ou Jean-Yves COTHENET, adjoint de la cheffe de service 04.90.14.11.06 jean-yves.cothenet@franceagrimer.fr Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35	
Conditions de travail <i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale</i>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 14/12/2023 Le dossier de candidature doit comporter : - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Technicien(ne) de Laboratoire

**Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité /
Unité Laboratoire de La Rochelle**

N° appel à candidature : 23685	Catégorie : B
Cotation parcours professionnel : SO	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des techniciens supérieurs
Filière d'emploi : 6- Enseignement supérieur, recherche	
Poste vacant	Localisation : 34 rue de Chef de Baie 17000 LA ROCHELLE
Conditions de recrutement : Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.	
Présentation de l'environnement professionnel : FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer : - met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ; - assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ; - organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée fin 2019. Rattaché à la direction des interventions, le laboratoire d'analyse de La Rochelle est accrédité COFRAC sur 3 Pôles techniques, la qualité technologique et sanitaire des céréales (Lab GTA25, Lab GTA21) et la virologie de la	

vigne (Lab GTA40). Le laboratoire réalise, en lien avec la direction « Marchés, études et prospective » des enquêtes qui permettent un suivi de la qualité des céréales, ainsi que des études scientifiques et techniques. Son activité s'est élargie depuis quelques années à la filière vigne avec des campagnes de certification. Le laboratoire est aujourd'hui Laboratoire National de Référence dans le domaine de la certification des matériels de multiplication de la vigne (viroses de qualité).

Objectifs du poste

Le/la technicien(ne) laboratoire a pour mission de participer au fonctionnement général du laboratoire, tant sur le volet technique (enquêtes et certification) que sur le volet administratif, notamment le suivi des dépenses.

Missions et activités principales :

Sous la responsabilité du chef du laboratoire et des responsables de pôle, il/elle assure la réalisation de tâches administratives mais aussi techniques en lien avec l'activité du Laboratoire :

- apporter un appui aux différents pôles techniques sur les prélèvements, préparations ou échantillonnages ;
- réaliser des opérations de réception, d'enregistrement LIMS et de gestion des dossiers ;
- participer au stockage/déstockage des échantillons et au nettoyage du matériel ;
- gérer et préparer le matériel des enquêtes (logistique, colisage et flaconnage) et suivre leur déroulement (traçabilité des mises à jour sur tableurs, mailing, phoning) ;
- s'investir dans l'ouverture de ses compétences suite à des formations aux analyses physico-chimiques dans le cadre de procédures définies ;
- assurer des tâches administratives diverses (notes, documents techniques, classement, mise en forme de fichier) ;
- suivre les dépenses du Laboratoire au moyen d'un outil de gestion comptable (création de bons de commande, suivi des services faits et paiement des factures) ;
- participer à l'amélioration des documents inhérents à son champ d'action.

L'ensemble de ces missions et activités se feront dans le respect des procédures et du système de management de la qualité

Relations fonctionnelles du poste :

- Les agents de l'unité ;
- Les services territoriaux de l'Etablissement et la direction Marchés études et prospective
- Les services support sollicités pour les missions de l'unité (Agence comptable, service informatique, etc.)

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances Connaissance du système de management de la qualité (NF EN ISO 17025) Connaissance de l'environnement professionnel de laboratoire Connaissance des règles d'hygiène et sécurité Connaissance des bases de statistiques Fonctionnement des services et des établissements publics le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.	Savoir-faire / Maîtrise - Travail en équipe et en transversalité - Capacité organisationnelle - Maîtrise des logiciels bureautiques usuels et connaissances des applicatifs métiers ; - Aisance téléphonique - Savoir respecter les délais - Savoir rendre compte. Savoir être : - Adaptabilité - Polyvalence - Méthode et Rigueur, - Réactivité.
Diplôme – Expérience professionnelle Minimum BAC + 2 – Formation scientifique, pour les candidats contractuels baccalauréat obligatoirement obtenu. Expérience équivalente dans un laboratoire	
Contraintes du poste : Pas de contraintes particulières.	
Poste clé¹ :	Oui Non ■
Poste à caractère sensible² :	Oui Non ■
Poste à privilèges³ :	Oui Non ■
Personnes à contacter Christophe DASSIE – Service Marchés, Certificats et Qualité Tél : 01.73.30.24.30 – christophe.dassie@franceagrimer.fr Johanne BEAUSSE - Unité Laboratoire de La Rochelle Tél : 05 46 42 85 87 - johanne.beausse@franceagrimer.fr Tiphaine LELIEVRE – Service des Ressources Humaines Tél : 01.73.30.22.35 - mobilite@franceagrimer.fr	
Conditions de travail <i>Le Laboratoire FranceAgriMer est situé à LA ROCHELLE dans le département de Charente-Maritime</i> <i>Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.</i>	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

*L'établissement ne disposant pas d'un service de restauration, des tickets restaurant vous seront attribués.
Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action social.*

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 14/12/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Contrôleur ou contrôlease pluri-filières

DRAAF PACA – Service Territorial Provence Alpes Côte d'Azur
2 avenue de la Synagogue – BP 90923
84091 AVIGNON CEDEX 9

N° appel à candidature : 23684

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : SO

Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs ou techniciens supérieurs

Filière d'emploi : 3 - Contrôle

**Poste vacant Prise de fonction envisagée
janvier 2024**

Localisation : AVIGNON (84000)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Le poste est basé à Avignon au sein du Service Territorial PACA intégré à la DRAAF.

Le Service Territorial est chargé de la mise en œuvre au plan sectoriel de certaines missions relatives aux filières viticoles, fruits et légumes, grandes cultures et élevage. Il effectue ainsi le contrôle, l'instruction et la liquidation

d'aides nationales et communautaires octroyées à ces filières et assume des missions techniques notamment dans les domaines viticoles, grandes cultures et élevage.

L'unité des contrôles est composée d'une petite quinzaine de personnes. Elle assure le contrôle sur pièce et/ou sur place des différents dispositifs nationaux ou communautaires dans le respect des délais réglementaires.

Objectifs du poste

Assurer les contrôles en exploitations et/ou en entreprises dans le respect des procédures définies par l'Établissement,

S'approprier au fil du temps différents dispositifs réglementaires, animaux ou communautaires,

Servir de relais d'informations entre l'Établissement et les professionnels.

Missions et activités principales :

- Contrôler sur le terrain les mesures d'aides dans les filières agricoles (dominante viticulture),
- Réaliser les contrôles en entreprise (notamment dans le domaine des fruits et légumes et viticulture),
- Réaliser les contrôles dans les organismes bénéficiaires de programmes sociaux (notamment aide aux plus démunis),
- Contrôler dans le cadre des missions nationales de certification (bois et plants de vigne),
- Superviser les rapports de contrôles par contrôles croisés.

Selon les activités, la durée de préparation, réalisation des contrôles et rédaction de rapports est très différente pouvant aller jusqu'à plusieurs jours pour les contrôles en entreprises.

Selon la saisonnalité des contrôles à réaliser et les nécessités de service, une activité de contrôle sur images ou d'instruction administrative sans déplacements peut également être demandée

Relations fonctionnelles du poste :

Nombreux contacts avec

- les professionnels des différentes filières notamment viticulture,
- les bénéficiaires des aides,
- les Directions, Unités et Services de l'Établissement,
- les agents de la DRAAF PACA, Contrôleurs sur place FAM,

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissances scientifiques et techniques dans le secteur des productions végétales
- Connaissances comptables/financières
- Connaissance des politiques publiques et des réglementations nationales et communautaires d'une ou plusieurs filières parmi la viticulture, les fruits et légumes, les grandes cultures et les productions animales
- Connaissance de l'organisation des filières
- Notions de base en économie générale et agricole

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des procédures de contrôle,
- Maîtrise des outils bureautiques notamment Excel,
- Maîtrise des techniques de communication orale et écrite,
- Rigueur, méthode, sens du contact et du travail en équipe,
- Capacités d'adaptation

Diplôme – Expérience professionnelle			
Minimum bac validé en cas de candidature de contractuel mais bac + 2 validé – Expérience dans le secteur vitivinicole appréciée			
Contraintes du poste :			
Nombreux déplacements dans toute la région PACA avec découchés			
Poste clé¹ :	Oui	Non ☒	
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non ☒	
Poste à privilèges³ :	Oui	Non ☒	
Personnes à contacter			
Sylvie SANTIMARIA SG DRAAF PACA 04 13 59 36 30 sylvie.santimaria@agriculture.gouv.fr			
Virginie BOUVARD, Cheffe de service FranceAgriMer à la DRAAF PACA 04.90.14.11.01 virginie.bouvard@franceagrimer.fr et Frédéric LEYDIER Chef du pôle contrôle 04 90 14 15 25 frederic.leydier@franceagrimer.fr			
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35			
Conditions de travail			
L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale			
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 01/12/2023			
Le dossier de candidature doit comporter :			
- Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.			

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

**Directeur / Directrice des
Ressources Humaines (H/F)**



Localisation : *Pompadour (19)*



Statut : Fonctionnaire (A) ou contractuel de droit public



Niveau d'études : BAC+5 dans le domaine des ressources humaines
OU expérience : 5 ans sur un poste similaire

Filière : administrative

Catégorie : A - fonctionnaire ou contractuel de droit public

Cotation du poste au titre des parcours professionnels du MAA : 3

Groupe RIFSEEP : 1 (pour un IAE ou un attaché)

Poste : vacant

Date limite de candidature : 22/12/2023

Date de prise de poste : dès que possible à partir du 01/03/2024

ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL

➤ Présentation de l'établissement



L'Institut français du cheval et de l'équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire et le Ministère des sports et des jeux olympiques et paralympiques. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :

- Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres.
- Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

L'IFCE est constitué d'unités réparties sur l'ensemble du territoire. Le Contrat d'Objectifs et de performance signé en juillet 2023 par les ministères de tutelles permet à l'IFCE de développer une gestion des ressources humaines dynamique qui s'articule autour d'une politique d'adaptation des compétences (GPEC) et une politique de santé et de prévention des risques. Ce dispositif s'appuie sur le management par objectifs et le management des compétences.

➤ Présentation du service

La DRH de l'IFCE se compose de 20 personnes. L'organisation géographique et hiérarchique est la suivante :

- 16 agents à Arnac-Pompadour (19)
- 2 agents à Saumur (49)
- 1 ingénieure de prévention au Pin (61)

La DRH est composée de trois départements, d'une antenne et d'une assistante :

- Département Prévention et Sécurité (trois agents)
- Département Gestion Administrative des Personnels (sept agents)
- Département Emplois, Compétences et Formation (six agents dont un apprenti)
- Antenne DRH de Saumur (deux agents)

PRESENTATION DU POSTE

✓ Missions



Placé(e) sous l'autorité hiérarchique du Secrétaire Général de l'IFCE

Le directeur participe à la définition et la coordination de l'action de la politique de l'IFCE. Il met en œuvre, au sein de sa direction, l'ensemble des activités liées à son domaine.

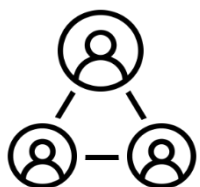
Le directeur des ressources humaines fait vivre la gestion dynamique des ressources humaines avec pour objectif la recherche de la performance technique et sociale de l'établissement, dans le respect du budget alloué.

✓ Activités principales

- Piloter la mise en œuvre des politiques de ressources humaines en fonction des objectifs stratégiques des ministères de tutelle et du contrat d'objectifs et de performance 2023-2027
- Superviser la mise en œuvre des directives en matière de gestion administrative et financière des personnels et de prévention des risques professionnels ;
- Suivre les outils de pilotage relatifs à l'ensemble des champs de la gestion des ressources humaines (RH-SIRH, tableaux de bord) ;
- Programmer et piloter le budget qui lui est attribué ;
- Préparer et assurer la mise en œuvre de l'ensemble des procédures de gestion collective des ressources humaines (campagnes de recrutement, de mobilité et de promotion, plan de formation, retraite) ;
- Diriger la réalisation d'enquêtes, d'études et de statistiques (rapport social unique, rapport d'activité, schéma directeur des ressources humaines) ;
- Organiser et conduire le dialogue social (CSA, CAP, CCP, groupes de travail), préparer les réunions et y participer avec la direction générale ;
- Conseiller la direction générale, les responsables hiérarchiques et les délégués territoriaux dans la gestion des ressources humaines dans le respect du plafond d'emploi ;
- Piloter la mise en œuvre de la politique de rémunération et d'action sociale des personnels en accord avec les ministères de tutelle (paie, vie sociale, politique salariale) ;
- Organiser la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences de la structure (GPEEC) ;
- Définir les orientations du plan de formation ;
- Superviser l'évaluation des risques professionnels et le dispositif d'appui santé et sécurité au travail ;
- Veiller au respect des règles d'hygiène et sécurité (conditions de travail) et proposer des améliorations ;
- Contribuer à la mise en œuvre du plan d'action qualité de vie au travail et prévention des risques psychosociaux.

✓ **Activités annexes**

- Participer à l'expertise de l'établissement sur les évolutions réglementaires
- Anticiper les évolutions de son environnement et les moyens de sa structure pouvant avoir une incidence sur sa stratégie et ses activités ;
- Décider et arbitrer dans les situations complexes et événements imprévus ;
- Anticiper, prévenir et maîtriser les divers types de risques (juridiques, financiers, sociaux) et gérer les crises ;
- Donner du sens aux activités de ses collaborateurs, réunir les conditions nécessaires à la mobilisation du potentiel, au développement professionnel des agents et à la mise en œuvre des compétences collectives ;
- Améliorer la fiabilité des services dont il a la charge ;
- Organiser la communication et l'information des agents et des services (séminaire des correspondants RH, notes de service, articles intranet).



➤ **Champ relationnel du poste**

En interne

- Secrétaire général
- Direction générale
- Autres directeurs centraux
- Délégué(e)s territoriaux
- Les organisations syndicales

En externe

- Acteurs institutionnels et socioprofessionnels en lien avec la thématique de la direction

➤ **Compétences requises pour le poste**

✓ **Savoir-faire**



- Connaissance des statuts de la fonction publique
- Connaissance des règles de gestion des personnels
- Connaissance de la gestion budgétaire
- Connaissance des métiers et des compétences
- Connaissances juridiques et techniques liées à la paie
- Maîtrise du management d'équipe
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité à négocier en situation complexe
- Capacité à conduire le changement
- Capacité à manipuler les outils statistiques et les bases de données relatifs au personnel

✓ **Savoir-être**

- Résistance au stress
- Capacité à appréhender des situations difficiles - Capacité d'écoute
- Respect des règles de confidentialité
- Force de conviction
- Sens des relations humaines
- Sens de l'efficacité
- Savoir gérer les situations difficiles

➤ **Conditions particulières de travail**

Horaires variables – possibilité de télétravail
Disponibilité
Déplacements professionnels réguliers
Téléphone et ordinateur



➤ **Composition du dossier**

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Pour les fonctionnaires :
 - Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels
 - Le dernier arrêté de situation administrative
 - La notification RIFSEEP



CANDIDATURE – CONTACT

Personne à contacter pour plus de renseignements sur le poste : jean-baptiste.patier@ifce.fr - secrétaire général

Personne à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr

Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'article L 332-2 du Code Général de la Fonction Publique).

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

Pour découvrir les missions de l'IFCE, vous pouvez visionner son film de marque !



www.ifce.fr



Intitulé du poste
Commissaire à l'aménagement, au développement et à la protection du massif des Vosges H/F
Fiche établie le : 6 octobre 2023

Classification et nature du poste		
Métier de référence	Chef(fe) de pôle / service	
Direction d'affectation	Direction générale territoires et ruralités	
Service d'affectation	Programme Montagne et Mission Ruralités	
Lieu d'affectation	Epinal, Préfecture des Vosges, Place Foch 88026 Epinal	
Catégorie – Statut	A+ - poste de niveau 3	Agent titulaire mis à disposition de l'ANCT par leur administration d'origine
Corps / groupe de fonction	IPEF, ISPV, IAE, Attaché (ou équivalent)	IPEF G3.2, ISPV G2.2, IAE G2, Attaché G2
Encadrement	Oui	
Nombre d'agents à encadrer le cas échéant	3	

Environnement du poste	
Rattachement hiérarchique	N+1 : (hiérarchique) directeur/trice programme Ruralités Montagne ; (fonctionnel) Préfet de la région Grand Est
Missions du service : L'Agence nationale de la cohésion des territoires a pour mission de conseiller et de soutenir les collectivités territoriales et leurs groupements dans la conception, la définition et la mise en œuvre de leurs projets. Elle conduit des programmes nationaux territorialisés et accompagne les collectivités, leurs groupements et les acteurs locaux dans la réalisation de leurs projets de territoire. La mission ruralités- montagne est chargée : - De l'animation des instances de gouvernance de la montagne et du déploiement du Plan Avenir Montagne annoncé par le premier ministre le 27 mai 2021: plan d'investissement en faveur d'un tourisme durable, programme Avenir Montagne Ingénierie visant à accompagner en ingénierie 62 territoires lauréats vers un tourisme plus durable et AMI Mobilité montagne (accompagnement pour le développement de solutions de mobilité durable). - De l'appui à la définition et du suivi des politiques publiques interministérielles en faveur du développement des territoires ruraux, ceci notamment dans le cadre des mesures du plan France Ruralités (feuille de route du gouvernement en faveur des zones rurales) comportant un programme d'ingénierie, Villages d'Avenir Missions du Commissariat : Le commissariat de massif des Vosges est l'assistant du préfet de région Grand Est dans ses fonctions de Préfet coordonnateur de massif. - Secrétariat et animation des instances de massif - Suivi des programmes interrégionaux / conventions de massif - Action interministérielle interrégionale Le commissariat de massif est en charge du déploiement local du Programme Avenir Montagne porté par l'ANCT.	

Outre le commissaire de massif, le Commissariat est composé de 3 agents : une adjointe, une chargée de projets et une assistante

Description du poste
Enjeux et missions caractéristiques du poste
Le Commissaire de massif pilote et coordonne la mise en œuvre des orientations stratégiques des politiques publiques sous l'égide du préfet coordonnateur de massif et joue un rôle de représentation de l'ANCT sur son territoire. Les actions spécifiques conduites par le Commissaire de massif doivent concourir : à renforcer l'identité du massif, dans un but d'accroître sa notoriété et son attractivité; à développer le potentiel économique du massif, dans une logique de développement durable; à favoriser l'insertion du massif dans les grands courants de coopération internationale, notamment européenne.
Activités principales
- Assurer, sous l'autorité du préfet coordonnateur, le secrétariat des instances du massif (comité de massif et de sa commission permanente), installer et animer les commissions spécialisées issues de la loi Montagne 2 (qualité des produits de montagne, urbanisme et gestion de l'espace, mobilité), création et animation des groupes de travail, préparation du rapport annuel présenté par le préfet - Construire, piloter, évaluer les conventions interrégionales de massif dans le cadre des orientations du préfet coordonnateur. - Susciter et animer des partenariats (notamment les partenaires signataires de la convention) permettant de développer et valoriser le massif (en lien avec l'adjointe) - Accompagner, en lien avec les préfets de département concernés, les porteurs de projet du territoire dans la réalisation de leurs projets de développement par le déploiement des outils et ressources du CPIER, du programme Avenir Montagne et plus globalement de l'ANCT - Animer (avec l'appui de l'adjointe) des projets structurants sur des sujets relatifs à la politique de massif, dont l'élaboration d'un Plan d'accompagnement au changement climatique - Préparer et suivre les programmations présentées en comité interrégional de pilotage et de programmation (en lien avec l'adjointe) - Piloter et coordonner les missions d'instruction des dossiers par les préfectures de département - Participer aux côtés des services de l'État (DRAAF, DREAL, DIRECCTE, DRJSCS, DDT,...) aux échanges sur les grandes thématiques d'intervention interrégionales sur le massif: services, tourisme, agriculture, filière bois, filières industrielles spécifiques, transports, numérique, environnement ; afin de favoriser une mise en œuvre cohérente sur le massif - Représenter l'ANCT au niveau local sur le massif en bonne articulation avec les préfets de départements délégués territoriaux de l'ANCT, et piloter ou participer à des projets de territoire conçus, portés, déployés, évalués par l'Agence sur le territoire

Compétences requises sur le poste				
Savoirs-formalisés (connaissances et savoirs techniques)	Niveau de qualification requis			
	Initiation	Pratique	Maîtrise	Expertise
Connaissance de l'organisation administrative de l'Etat et des collectivités, des procédures administratives				X
Maîtrise de l'ingénierie financière				X
Connaissance des bases techniques des thématiques traitées dans le schéma interrégional de massif				X
Connaissance des programmes communautaires			X	
Pilotage de projet				X

Savoirs d'action (savoir-faire et savoirs d'expérience)	Niveau de qualification requis			
	Initiation	Pratique	Maîtrise	Expertise
Constitution et animation de réseaux				X
Capacité d'adaptation et d'anticipation				X
Capacité d'analyse et synthèse				X
Sens du dialogue et de la négociation				X
Autonomie				X

*Une fiche de poste n'est jamais figée.
Elle évolue au rythme de l'établissement et peut être repensée à chaque entretien annuel d'évaluation.*

Relations fonctionnelles	Récurrence	
	Occasionnel	En continu
Relations internes		
Ensemble des entités de l'ANCT		X
Relations externes		
Collectivités territoriales et porteurs de projet		X
Services déconcentrés de l'Etat, Opérateurs, Consulaires, Institutionnels		X
Conditions particulières d'exercice		
Déplacements fréquents – polyvalence du fait de la taille de l'équipe – possibilité de télétravail de 2 jours/semaine		

Formation (diplômes, certificats...)	Bac+ 5 Master 2
--------------------------------------	-----------------

Personnes à contacter pour toute précision et modalités d'envoi des candidatures

Simone SAILLANT
Directrice de Programme Ruralité Montagne
Simone.saillant@anct.gouv.fr

Candidatures (CV, lettre de motivation) à adresser par mail à :
recrutement.ANCT@cget.gouv.fr



L'ANCT est engagée dans une politique des ressources humaines active en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle et de l'intégration des personnes en situation de handicap.